

Monnaie et puissance internationale : géopolitique, géoéconomie et géofinance du glissement du franc vers l'euro

par

M. Dominique Pellissier
Maître de conférences en économie
Université de Nancy
Faculté de droit
13, Place Carnot
C.O. n°26
54035 Nancy Cedex

Résumé: le glissement du franc vers l'euro est analysé sous un éclairage particulier, celui de l'imbrication de trois sphères : géopolitique, géoéconomique et géofinancière. Partant d'un fait générateur rapporté par l'ancien ministre italien des affaires étrangères Gianni de Michelis, à savoir un « échange géopolitique » entre l'Allemagne et ses partenaires européens, au sommet de Paris de 1989, qui a conduit à la décision politique de créer la monnaie unique européenne, l'analyse montre que le glissement était prédéterminé par les contraintes politiques, économiques et financières pesant sur les responsables politiques français. Le glissement du franc vers l'euro est aussi abordé sous l'angle géofinancier en montrant qu'il accompagne le glissement de la place de Paris vers une plate forme de coopération avec d'autres places européennes. L'imbrication des trois sphères au sein d'un « jeu régional » complexe induit une dynamique dont la maîtrise sera, à notre avis, plus facile si les responsables politiques prennent conscience de l'ensemble des contraintes qui pèsent sur leur ensemble de décisions possibles.

Introduction

Le titre choisi pour ce colloque suggère une métaphore géologique. Le « glissement » du franc vers l'euro peut être perçu comme un *glissement gravitationnel* en tectonique : il y a un soubassement préexistant que nous appellerons ici « substrat géopolitique » ; à partir de celui-ci a lieu ensuite un glissement *à sec*, à la suite d'un ou plusieurs bombements du substrat dus à des influences politiques, économiques ou financières. Il faut donc imaginer un paysage abstrait en 3D qui se déforme dans le temps avec l'influence de politiques dont les effets ne sont pas contrôlés totalement. Si la pente qui détermine la vitesse du processus de glissement vers l'euro est connue, par le calendrier officiel qui en donne une chronologie prédéterminée, les *extensions* (ou fissures parallèles à la pente) et les *axes* (ou ondulations perpendiculaires à la pente) ne sont prévisibles qu'en partie seulement.

Nous organiserons la réflexion en regardant ce paysage se constituer graduellement à partir du substrat géopolitique considéré ici comme primordial (partie 1). Puis nous examinerons les effets des influences économiques et financières (partie 2) sous la forme d'un bombement dont la forme influe ensuite sur les extensions et axes. Ceux-ci prennent ici la forme de plate-formes financières qui se font concurrence, ou fusionnent entre elles dans le but d'assurer un pouvoir financier adossé à l'euro comme nouvelle monnaie internationale pour la fixation des cours boursiers.

1°) Le substrat géopolitique : Grand Jeu et jeu régional

Il est immuable et dessine un *paysage morphologique*. Cette caractéristique provient de la géographie, mais pas seulement une géographie physique et humaine. Il s'agit ici d'une variante de géographie politique, très controversée, appelée aussi géopolitique. Il est nécessaire, après l'avoir définie, d'en vérifier le caractère scientifique. Puis nous pourrions appliquer la méthode pour observer et expliquer l'échange géopolitique qui a été au départ de la création de l'euro.

1.1. Définition de la géopolitique

Il y en a de nombreuses et nous choisirons ici celle de Yves Lacoste dans son Dictionnaire de Géopolitique (1995) : « L'étude des rivalités de pouvoir sur un territoire ». Cette définition moderne permet de se démarquer des définitions classiques, issues d'une citation attribuée à Napoléon Bonaparte (« Tout Etat a la politique de sa géographie ») et qui font de la géopolitique le fruit d'un mélange de géographie et de science politique.

La géopolitique utilise comme outil principal d'analyse la carte géographique. Contrairement à d'autres sciences sociales qui font usage de modèles mathématiques, la géopolitique prétend trouver des « lois » à partir de la carte considérée comme un modèle graphique qui simplifie la réalité afin de dégager des relations entre des structures de base. De fait, la géopolitique utilise la carte pour la transformer en un « chorème¹ ». L'art du géopoliticien consiste donc à trouver une représentation satisfaisante de l'espace à partir de configurations de base.

¹ Expression proposée par le géographe français Roger Brunet.

1.2. Statut scientifique de la géopolitique

Ayant posé en introduction que le substrat géopolitique était primordial pour l'analyse, il est donc nécessaire de garantir la scientificité de celle-ci au moyen d'une brève réflexion épistémologique prenant appui sur une controverse. Le géographe français Roger Brunet, père notamment de la « nouvelle géographie » et, en particulier, du célèbre concept de *banane bleue* (cf. infra 2.1), exprime un avis très négatif sur la géopolitique qui « est à la géographie ce que l'astrologie est à l'astronomie », le concept de géopolitique traînant « derrière lui de lourdes connotations originelles que des efforts récents de réhabilitation (...) n'ont pas totalement dissipés » (Brunet, 1993, p. 240). On pense immédiatement ici au dévoiement du concept par l'idéologie nazie pour servir de caution pseudo-scientifique aux ambitions de conquête territoriale. « Nous ne sommes pas des plantes » ajoute-t-il pour bien distinguer sa conception de la géographie, « science qui étudie la production de l'espace », de celle des géopoliticiens français, héritiers lointains de Vidal de la Blache qui faisait de la géographie une nouvelle science naturelle où le déterminant géologique expliquait l'activité humaine. Par une sorte de retour de balancier, voilà l'approche « structurale » de Brunet remise en cause avec le retour de la géopolitique. De fait, celle-ci n'avait pas totalement disparu mais circonscrite jusqu'ici à la sphère militaire.

Reste que la question du statut scientifique est posée. Enoncer que les « Etats font la politique de leur géographie » est mince pour établir un socle épistémologique solide. Pourtant, si, derrière les Etats, on considère les hommes politiques qui décident-les Décideurs-ceux-ci sont soumis à des contraintes quand ils recherchent rationnellement à atteindre leurs objectifs. Tout comme en économie où l'individu rationnel est soumis à des contraintes. Parmi ces contraintes la géographie a vraisemblablement un rôle à jouer. Est-il important ou non ? Poser a priori l'importance de ce facteur est insuffisant. Encore faut-il démontrer avec un modèle cette prééminence. Nous proposons ici, avec une certaine audace, un modèle issu de... la

littérature contemporaine. L'écrivain français Julien Gracq est aussi normalien et agrégé de géographie, sous son nom d'état civil : Louis Poirier. Après avoir hésité entre une carrière de chercheur –il envisage une thèse sous la direction du géographe Emmanuel de Martonne, continuateur de l'œuvre de Vidal - et une carrière littéraire, il embrasse celle-ci mais sans ignorer pour autant la première. Toute son œuvre de fiction est imprégnée par une hypothèse qu'on dirait aujourd'hui propre aux sciences cognitives: le personnage central arrive en un lieu décrit avec une précision scientifique de géographe où il convertit le réel en signes, puis réveille des situations enfouies dans ce réel décrypté, situations qui sont des mythes littéraires. Le processus cognitif consiste donc à mettre l'individu dans une situation propre à déclencher ce mécanisme jusqu'à la fin de l'histoire. Il y a donc une véritable quête scientifique du narrateur (par l'intermédiaire de son héros), pas au sens habituel, mais dans la mesure où son travail de décryptage du réel lui fait jouer, selon ses propres termes, une sorte de partition pour piano où la main gauche jouerait le mythe éternel, reconstitué et transfiguré à la main droite par le travail d'écriture².

L'enjeu est donc ni plus ni moins l'évaluation du degré de liberté du Décideur face à une contrainte de milieu géographique décryptée par la géopolitique. Finalement, face à cette contrainte, le Décideur politique, souvent inconsciemment, se place dans une posture et endosse les habits que d'autres avant lui avaient utilisés³. Le rôle de la géopolitique est donc de faire prendre conscience de ces jeux de rôle afin d'améliorer l'efficacité des actions politiques.

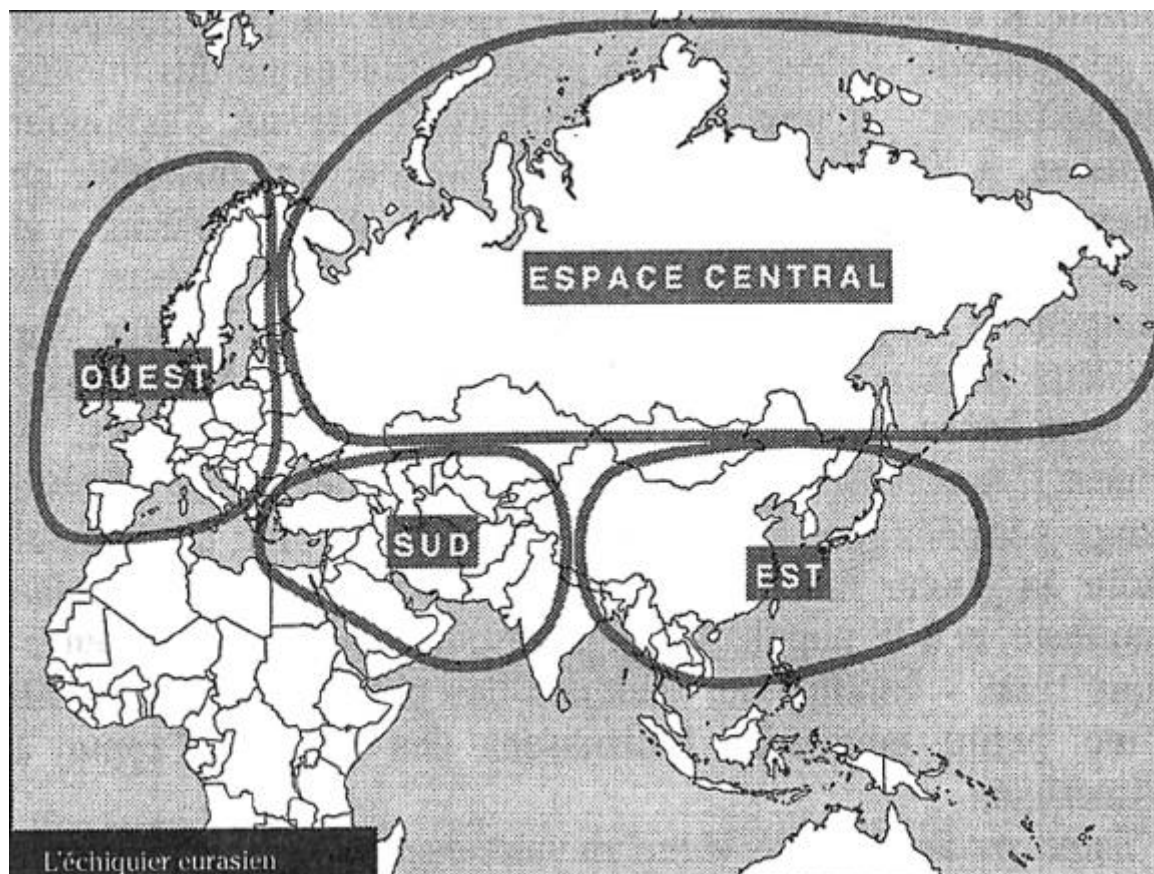
² Les spécialistes de littérature auront reconnu ici la théorie de l'inter-textualité. Julien Gracq écrit dans un inédit publié par le Monde (05/02/2000) : « Malgré les apparences, la littérature s'écrit en réalité à deux mains, comme la musique de piano. La ligne, la mélodie verbale, s'enlève et prend appui sur une basse continue, un accompagnement de la main gauche qui rappelle la présence en arrière-plan du corpus de toute la littérature déjà écrite, et signale avec discrétion et fermeté que nous avons quitté sans retour le registre de la communication triviale ».

³ Une belle illustration nous est donnée par la guerre de 1870 déclenchée par la France contre la Prusse. Les Décideurs français ont repris le vieux thème de l'encerclement pour justifier cette décision malheureuse. Depuis François 1^{er}, ce thème était un élément majeur de la politique étrangère française : l'Espagne ne doit pas être contrôlée par l'Allemagne. C'était le cas à l'époque de Charles Quint. Ce fut encore le cas en 1870 quand la

1.3. Le Grand Jeu

Si on considère, depuis Mc Kinder (1904), l'un des pères fondateurs de la géopolitique, que la planète est un territoire dont le contrôle total fait l'objet de rivalités entre Etats, on observe que l'Eurasie est le continent au centre du jeu. Mc Kinder parlait de « l'île-monde » (world island) et distinguait « heartland » et « european coastland », respectivement sur la carte ci-dessous, extraite de l'ouvrage récent de Brzezinski (1997, p.62) : l'espace central et la zone Ouest. Avec sa formule célèbre (« Qui tient l'Europe orientale tient le Heartland ; qui tient le Heartland commande le World Island ; qui tient le World Island commande au monde »), Mc Kinder a voulu donner à l'Angleterre deux leçons : 1°) Une puissance maritime contrôlant les mers ne peut pas contrôler le Grand Jeu. 2°) Une puissance continentale qui contrôlerait aussi bien le Heartland que les mers serait capable de contrôler aussi le Grand Jeu. Brzezinski (1997, p.69) a cherché à actualiser la thèse de Mc Kinder en identifiant sur cet échiquier cinq joueurs importants : France, Allemagne, Russie, Chine, Inde et cinq cases, appelées pivots stratégiques : Ukraine, Azerbaïdjan, Corée, Turquie, Iran. Pour lui, La France et l'Allemagne sont les acteurs importants de la zone Ouest, capables de modifier le statu quo. Quant à l'Ukraine, elle est un pivot crucial pour la Russie qui, sans elle, deviendrait un empire asiatique faible en perdant son débouché sur la mer Noire.

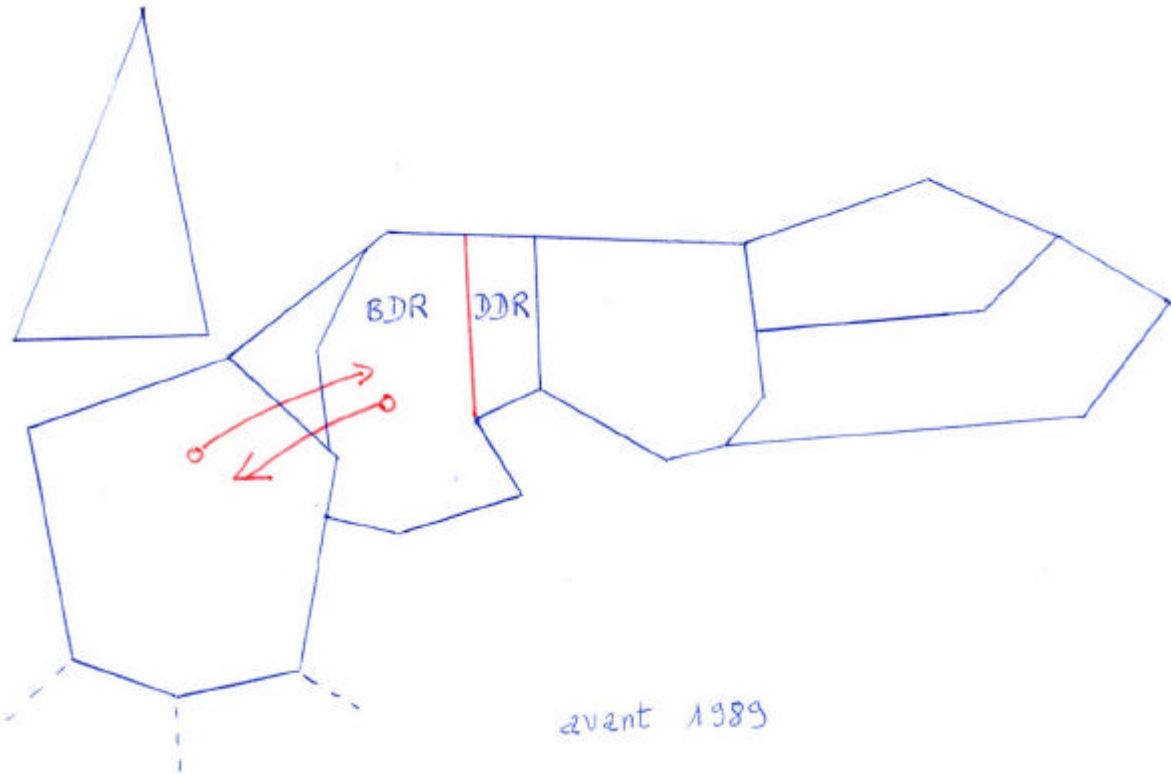
couronne d'Espagne fut offerte à un membre de la famille du roi de Prusse. A cette occasion, *mutatis mutandis*, Napoléon III a rejoué le rôle tenu naguère par François 1^{er}.



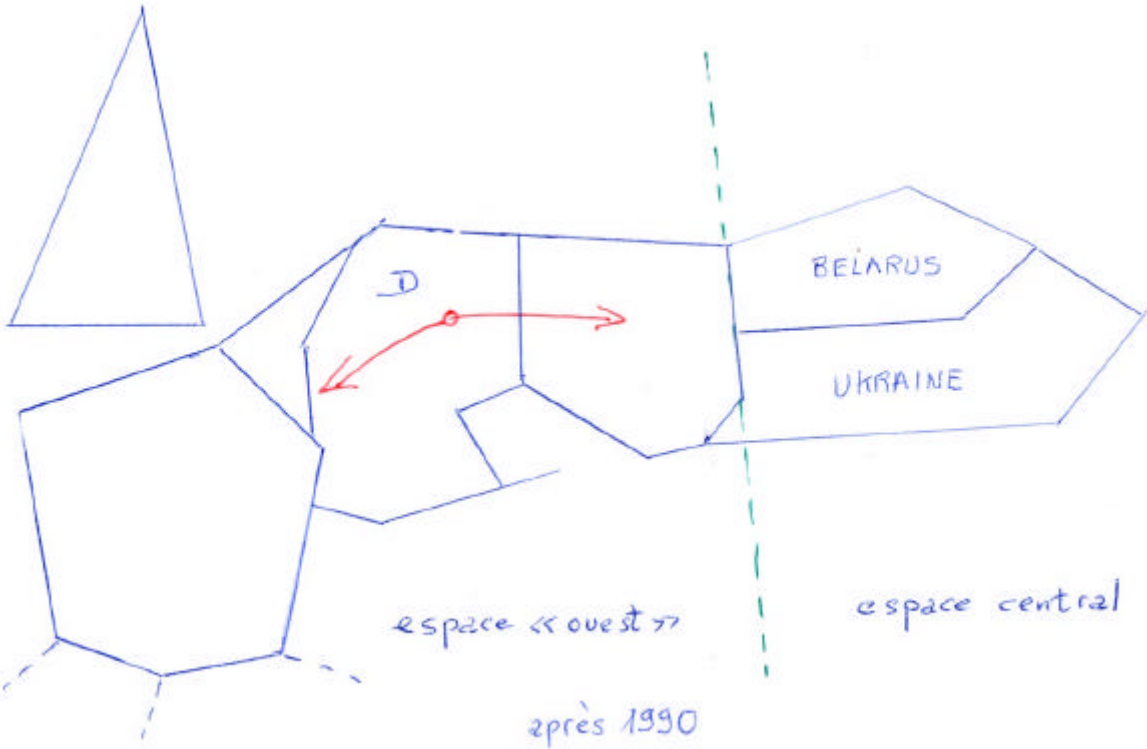
1.4. Le glissement du franc vers l'euro : résultat d'un jeu régional

Au sein du Grand Jeu se développe un jeu régional dans la partie Ouest de l'Eurasie. C'est là que se trouve le substrat géopolitique à l'origine du glissement. L'année pivot est 1990 avec la réunification de l'Allemagne à la suite de l'ouverture du Mur l'année précédente. Jusqu'en 1989, la partie était simple. L'Allemagne de l'Ouest, coupée de l'Est par le *Mur* et le *Rideau de fer*, était contrainte de se tourner vers l'Ouest pour sa politique européenne. Et la France de son côté se tournait vers l'Est puisque l'ancien allié britannique, avant son entrée dans la CEE, ne partageait pas les mêmes vues en matière européenne, préférant une zone de libre-échange, l'AELE, à une union économique. Brzezinski (1997, p.59) a une formule heureuse pour définir cette situation : « A travers la construction européenne, la France vise la réincarnation, l'Allemagne la rédemption ». Le chorème qui suit illustre cette situation avec le

couple franco-allemand, moteur de l'intégration européenne, poussé par cette double motivation politique.



Après 1990, la situation change complètement comme l'illustre ce second chorème :



L'Allemagne réunifiée est libre de sa politique dans l'espace Ouest. Au gré de ses intérêts, elle peut osciller entre les deux directions : vers l'Ouest pour consolider l'intégration européenne ; vers l'Est pour élargir l'union européenne et apparaître comme l'interlocuteur principal face à la Pologne, pays candidat, et face au pays-pivot entre l'Ouest et le Centre : l'Ukraine.

La réunification allemande est donc une cause politique de bombement. Elle va être au centre des discussions menées au Sommet européen de Paris de novembre 1989. Gianni de Michelis (1996, p. 249), ministre italien des affaires italiennes, explique qu'un « échange géopolitique » (p.250) a eu lieu entre l'Allemagne et ses partenaires européens. Ces derniers, dont la France, très réticente, acceptent finalement la réunification en échange de « l'europanisation du mark ». Ainsi, très rapidement se débloqua une situation de crise où l'Allemagne aurait pu être tentée, en cas d'échec, de revenir à une politique européenne de puissance avec sa propre monnaie, celle-ci devenant de fait la monnaie de l'Europe centrale. Le glissement du franc vers l'euro est donc l'exacte réplique du glissement du mark. Sans celui-ci, la construction imaginée en 1990 par la Commission avec une monnaie unique vecteur d'intégration politique, n'aurait pas vu le jour. Pourquoi la réticence française face à la réunification? La réponse est donnée par le substrat géopolitique. Les Décideurs français se sont souvenus, pour les écarter, des idées des politiciens européens du 19^{ème} siècle, après le congrès de Vienne : équilibre est le maître mot en Europe pour construire une paix durable ; pas de pays dominant à l'Ouest, pas de pays dominant à l'Est. En revanche, l'idée neuve d'intégration est née après 1945 par opposition à celle d'équilibre européen. En effet, l'équilibre est par nature instable parce que l'Allemagne a la possibilité de balancer au gré de ses intérêts entre l'ouest et l'est. En intégrant ce pays dans une construction politique d'ensemble, en faisant de ce couple franco-allemand le pivot de cette construction, les *pères fondateurs* de l'Europe ont vu juste. Comme ils ont vu juste en démarrant la dynamique de l'intégration sur une base géoéconomique avec la CECA. L'importance de la sphère

géoéconomique, puis, plus récemment, l'irruption de la géofinance viennent compliquer le jeu régional en mêlant leurs influences au glissement initial.

2°) Les influences géoéconomiques et géofinancières, autres causes de glissement

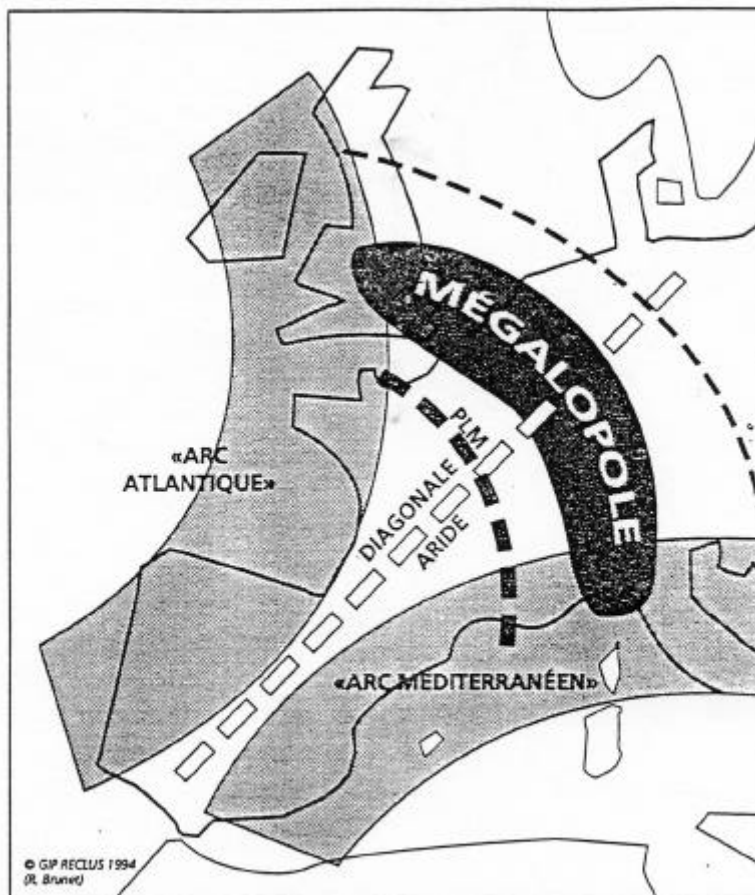
Les influences géoéconomiques et géofinancières concourent avec la géopolitique à la formation d'une tripartition complexe qui a évolué historiquement. Avec la première communauté européenne, la CECA, il y a une volonté politique de déclencher une dynamique de l'union politique à partir d'une intégration économique sectorielle de deux secteurs jugés stratégiques à l'époque : le charbon et l'acier, géographiquement concentrés en Europe à l'intérieur d'un triangle, dit « triangle lourd ». L'économie est donc au service d'un dessein politique. Il en est de même pour la CEE, créant un marché commun. L'apparition du projet politique de monnaie européenne comme substitut aux monnaies nationales est beaucoup plus récent. Nous l'avons daté de 1990. Parallèlement, et souvent indépendamment, une géofinance est apparue à partir de la grande vague de déréglementation financière des années '80. Nous verrons donc tour à tour les interactions entre les trois sphères de cette tripartition, en dégagant les liens de subordination et d'indépendance, afin d'observer le glissement du franc parallèlement aux glissements géographiques des places financières. Au préalable, il est nécessaire de définir les concepts nouveaux de géoéconomie et de géofinance.

2.1. Géoéconomie et géofinance : définitions

C'est l'américain Edward N.Luttwak (1990) qui a proposé ce concept nouveau de géoéconomie afin de reformuler les rivalités entre pays non plus sur un plan de politique étrangère mais de politique économique. Un grand flou entoure ce concept si bien que l'on parle aujourd'hui de « première géoéconomie » (Lorot, 2001) afin de distinguer celle-ci d'une « seconde », mieux définie par rapport à la géopolitique. Car le dessein de Luttwak était de démontrer que, depuis 1990 et la fin de la guerre froide, la géoéconomie avait supplanté la

géopolitique. L'idée intéressante est celle d'un espace géographique mondial où les points d'appui de la géopolitique traditionnelle ne fonctionnent plus. Les Décideurs politiques sont aujourd'hui soumis à des contraintes multiples autres que celles de la géographie physique. La conséquence est que l'espace où les jeux de pouvoir s'exercent est de plus en plus dilué et mondialisé. C'est une idée émise avant lui par le géographe Roger Brunet quand il définit la géographie comme « la science qui étudie la production de l'espace ». Ainsi la mégalopole européenne, plus connue comme *banane bleue*, n'est pas née d'une simple observation de géographie physique. C'est un chorème qui schématise une production d'espace.

Les grandes structures de l'Europe occidentale



La mégalopole à travers l'isthme européen a transformé les espaces proches. Perpendiculairement à elle, se dessine en creux la diagonale aride et s'esquissent théoriquement deux grands « arcs » de coopération.

Là où Luttwak est contestable c'est quand il définit la géoéconomie comme « la logique des conflits traduite dans la grammaire du commerce » (1990, p. 17). Certes il existe des rivalités commerciales entre pays mais celles-ci n'ont jamais été jusqu'à un conflit politique majeur. Estimer ensuite que la géoéconomie a pris le pas sur la géopolitique traditionnelle et proposer enfin une version nouvelle du mercantilisme (Luttwak, 1998) est excessif. Ce n'est pas parce que la guerre froide n'existe plus que la géopolitique doit passer au second plan. Simplement une autre forme de guerre, le terrorisme, s'est substituée à la guerre froide. Tout comme la guerre *froide* avait, en son temps, remplacé la guerre *chaude*. Yves Lacoste (1997) observe avec beaucoup de pertinence: « Pendant des décennies, nous avons été habitués à une autre façon de voir le monde, plus classique et plus établie, celle qui privilégie l'économie en tant que science. Ceux qui s'en réclament, qu'ils soient adeptes du libéralisme ou de tendance marxiste, assurent que tous les problèmes de la société, y compris les rivalités politiques, découlent des rivalités économiques, qu'il s'agisse de la concurrence entre les entreprises ou des contradictions entre les classes sociales. Pourtant, alors que les économistes expliquent, non sans raison, que la mondialisation de l'économie progresse et qu'elle est même complète depuis la fin de la guerre froide et de la grande compétition entre capitalisme et communisme, comment se fait-il - et ce n'est pas là une illusion médiatique - que les conflits géopolitiques soient de plus en plus nombreux ? ». Une réponse consiste à poser avec Luttwak que la globalisation des économies nationales fluidifie l'espace géographique. Là où il y avait du solide (frontières politiques ; barrières tarifaires et non tarifaires), il y a maintenant de plus en plus de liquide. Dans cet espace indifférencié on voit alors ressurgir du passé d'autres causes de « bombement » propres à créer de nouvelles fissures en Europe. Parmi ces causes, citons : la religion, la langue, le régionalisme. Cette idée intéressante de dilution de l'espace n'est d'ailleurs pas de Luttwak mais d'un spécialiste de finance, Charles Goldfinger (1986). Observant les débuts de la mondialisation des marchés financiers, Goldfinger définit la

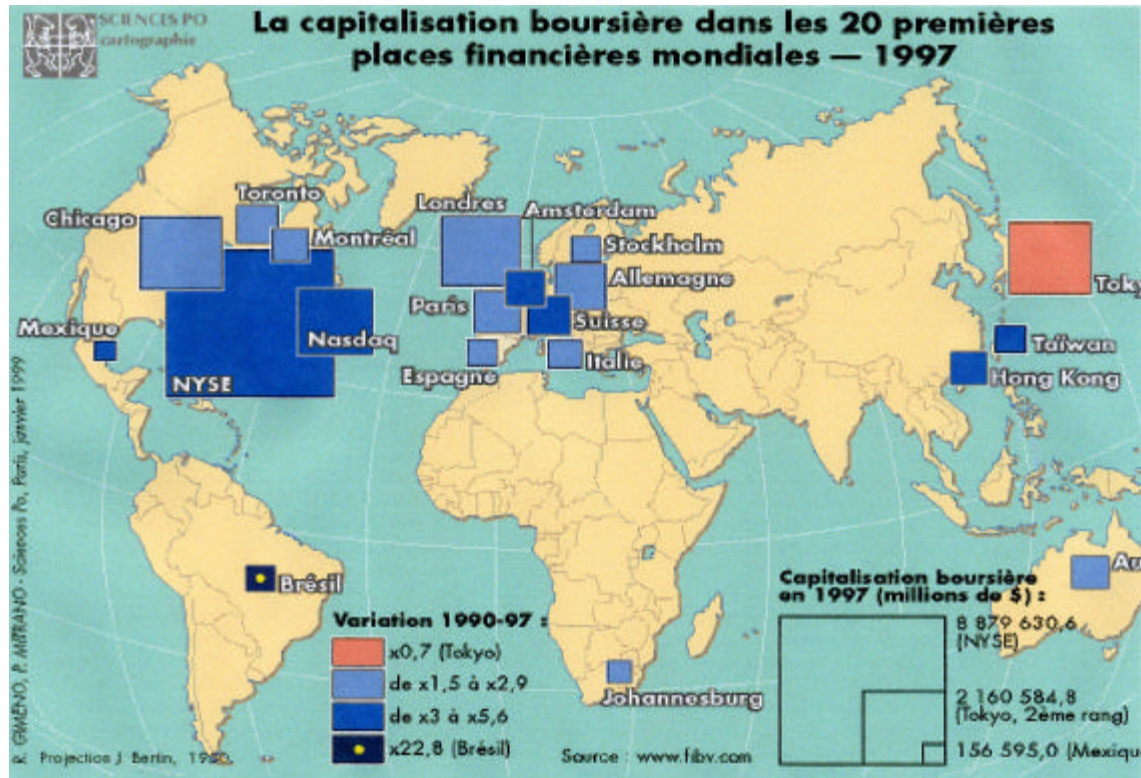
géofinance « comme une synthèse de l'argent global, de la technologie d'information et de la déréglementation » (1986, p.18). C'est le premier à avoir compris que le territoire géographique mondial devenait indifférencié avec le développement des marchés financiers. Seules émergent, telles des plate-formes, les places financières.

2.2. Le glissement du franc vers l'euro : la hiérarchie des places financières

La globalisation des marchés financiers a créé depuis le début des années '80 un réseau mondial de places financières internationales à partir d'une situation historique où deux pôles majeurs existaient : Londres et New-York. S'il existe une littérature théorique sur la concurrence entre places financières, il y a peu de réflexions sur la relation entre la place financière et la monnaie de cours utilisée pour coter les titres. Jusqu'ici, à chaque place financière correspond une monnaie : le dollar pour New-York, la livre pour Londres, etc. Seuls les marchés de taux et du change fonctionnent différemment avec une monnaie de cours (le dollar principalement) différente de la monnaie locale. Sur un marché de titres, la monnaie locale doit assurer à l'investisseur étranger une stabilité propre à garantir une perte en capital due à une dépréciation. On peut donc conjecturer que la croissance d'un marché de titres, en ambiance de mondialisation, dépend de la solidité de sa monnaie de cours.

Le glissement du franc vers l'euro s'inscrit donc dans une dynamique de mondialisation financière où la monnaie européenne va accélérer le processus de concentration des places nationales européennes. Au départ, il y a une « triade » de devises qui recoupe une triade géoéconomique née de l'après-guerre froide. C. Fred Bergsten (1990), dans un article célèbre, avait prédit que la fin de la guerre froide et de la confrontation Est-Ouest allait remettre au premier plan l'économie avec l'apparition d'une « tripolarité » Etats-Unis, Europe, Japon. Ces « trois grands de l'économie » se substitueraient selon lui à un régime économique mondial dirigé de fait par les Etats-Unis. En 1997, la tripolarité s'inscrit dans les statistiques de

capitalisation boursière. Les trois grandes places financières mondiales sont, dans l'ordre : l'ensemble NYSE+ Nasdaq, Tokyo, Londres. La carte ci-dessous illustre ce classement. Avec une capitalisation boursière de 11 438 milliards de dollars, le NYSE dépasse de très loin Tokyo, Londres, Paris et Francfort.



En 2001, la place de Londres est presque égale pour la première fois par Euronext. Cet événement géofinancier est majeur. La fusion des bourses d'Amsterdam, Bruxelles et Paris, officialisée le 22 septembre 2000, devait permettre à Euronext de devenir la première place financière de la zone Euro. Le tableau suivant montre la situation en juillet 2001. Effectivement, l'objectif est atteint. Le glissement du franc vers l'euro est transcrit ici dans un mouvement géofinancier de la place de Paris vers une plate-forme de négociation de titres, commune à trois places financières. Ce mouvement a déjà produit des effets négatifs sur une place comme Luxembourg (52 767 millions d'euros en juillet 2000 et 27 731 un an après) et inquiète évidemment la place de Londres, y compris pour les obligations car la place de

Bruxelles est une menace. De son côté Francfort tisse sa toile, en particulier vers les pays d'Europe centrale et orientale. Avec la bourse de Vienne, Francfort a créé une place de marché commune pour le *trading* d'actions, appelée Newex. La devise utilisée est l'euro. On peut aisément conjecturer pour l'avenir de grandes manœuvres géofinancières entre Londres, Euronext et Francfort. L'enjeu étant le pouvoir financier adossé à l'euro comme monnaie internationale servant aux cotations.

European Equity markets - Table 2: July 2001

Exchange	Value (EUROm) at Month End	% Change MoM in EURO
Athens	95 541	- 1.7
Budapest	10 445	- 5.3
Copenhagen	112 911	- 2.1
Deutsche Börse	1 310 265	5.3
Euronext	2 176.701	-2.5
Helsinki Exchange	194 531	- 5.8
Iceland	3 687	- 5.1
Irish Exchange	92 188	- 4.1
Italian Exchange	663 819	- 2.4
Lisbon and Oporto	53 166	- 0.7
Ljubljana	3 480	n/a
London	2 543 827	- 1.8
Luxembourg	27 731	- 99.1
Madrid	536 540	- 3.5
Oslo Bors	84 193	- 3.7
Stockholm	309 927	8.2
Swiss Exchange	708 079	- 5.0
Vienna	29 877	2.4
Virt-x	5 822 447	na
Warsaw	25 476	- 22.7

source : Federation of european securities exchanges, Luxembourg.

2.3. L'imbrication des trois sphères et la situation des places financières

Géopolitique, géoéconomie et géofinance sont trois sphères qui, prises une à une, ont des vertus explicatives assez limitées, mais qui, combinées entre elles, permettent d'obtenir des analyses pertinentes. Ainsi, le Royaume-Uni a une position géopolitique peu intéressante. Sa situation a inspiré dès le début du 18^e siècle une doctrine géopolitique dite « doctrine Bolingbroke » selon laquelle toute tension politique en Europe centrale et orientale n'a pas de conséquences importantes sur l'équilibre européen. En revanche, sur un plan géoéconomique, le sud-est de l'Angleterre fait partie de la « banane bleue », sur l'axe Londres-Francfort-Turin. Enfin sur un plan géofinancier, la place de Londres reste encore la 2^e place mondiale en raison d'avantages géographiques inégalables : zone horaire avantageuse pour le *trading* sur les marchés de taux et du change⁴ ; aéroport international, escale quasi-obligatoire aussi bien pour les hommes d'affaires venant d'Amérique que pour ceux venant du Moyen-Orient.

Francfort est dans une situation exceptionnelle sur les trois niveaux : au cœur de la banane communautaire, au centre de gravité politique de la nouvelle Europe sans rideau de fer, tournée financièrement vers les PECO grâce à sa relation privilégiée avec la place de Vienne. Enfin, rappelons, s'il est besoin, que Francfort est le siège de la Banque centrale européenne.

Quant à la place de Paris, sa situation est très mauvaise. Sur un plan géopolitique et géoéconomique (cf. supra) la France est adossée à deux arcs maritimes, exclue de la banane bleue, traversée par une diagonale aride, pli artificiel créé par les tensions entre les arcs et la banane. Le glissement du franc vers l'euro est vraiment une chance pour elle si elle sait la saisir. De ce point de vue, la création de Euronext est une « géostratégie » financière

⁴ Dans la même journée, il est possible de faire du trading avec l'Amérique du Nord et avec le Japon et l'Asie (Goldfinger, 1986, p.177)

pertinente. Reste à savoir comment Paris pourra élargir sa coopération avec d'autres places européennes⁵

Conclusion

Notre modèle analogique initial a-t-il fourni des analyses pertinentes ? Rappelons que nous avons distingué trois types de *bombement* dans la zone ouest de l'Eurasie, au sein d'un jeu régional. Le premier type est politique, analysé par la géopolitique. La réunification allemande a conduit à une « européanisation du mark ». Pour la France, ce glissement du franc vers l'euro est apparu comme inéluctable car les forces géopolitiques obligent à jouer un rôle avec une marge de manœuvre faible. En fait, il n'y avait pas d'alternative possible sinon risquer de faire éclater la construction européenne. Le deuxième type de bombement est économique, analysé par la géoéconomie. La mondialisation des marchés tend à rendre l'espace géographique de plus en plus fluide et indifférencié. Par contre-coup, des *extensions* apparaissent à un niveau politique (barrières religieuses, ethniques, etc.). Le troisième type de bombement est financier, analysé par la géofinance. La mondialisation des marchés financiers dans un espace fluide et indifférencié provoque l'apparition d'autres *extensions* sous la forme de plate formes financières qui jouent des géostratégies de conflit ou de coopération en vue d'accroître leur pouvoir financier. Ainsi le glissement du franc vers l'euro s'accompagne d'un glissement de la place financière de Paris vers une plate forme commune appelée Euronext. Là encore ce glissement est inéluctable car la place de Paris est dans une situation difficile à trois niveaux : à l'écart de la *mégalopole européenne*, loin de Francfort, siège de la BCE, concurrencée par Londres pour le change et maintenant par *Deutsche Börse* pour les produits de taux, il n'y a pas d'alternative : coopérer ou régresser.

⁵ Lisbonne et Oporto sont pressentis dans Euronext.

Références bibliographiques

- Bergsten C.Fred, (1990), „The world economy after the cold war“, *Foreign affairs*, pp. 96-112.
- Brunet R., (1993), *Les mots de la géographie*, Reclus/Documentation française, Paris.
- Brzezinski Z., (1997), *Le grand échiquier*, Hachette, Paris.
- Goldfinger C., (1986), *La géofinance*, Seuil, Paris.
- Lacoste Y., (1997), *Dictionnaire de géopolitique* (version cd-rom), Flammarion, Paris.
- Lorot P., (2001), « La géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales », *L'information géographique*, mars 2001, pp. 43-52.
- Luttwak E. (1990), “From geopolitics to geoeconomics”, *The national interest*, n°20, pp. 17-24.
- Luttwak E. (1998), *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, Paris.
- Mackinder H., (1904, édition de 1942), *Democratic ideals and reality*, Henry Holt, New-York.
- Michelis de G., (1996), « La véridique histoire du traité de Maastricht », *Limes, revue française de géopolitique*, n°1, pp. 249-256.